

COLETTE CHAMBELLAND ET LE MUSÉE SOCIAL

par Michel Dreyfus

Suite au décès de Colette Chambelland, il est important de rappeler le rôle essentiel qu'elle joua dans l'histoire du Musée social. Enrichissement du fonds de la bibliothèque, collecte des archives des mouvements sociaux, inscription du Musée social dans une dynamique de réflexion sur le changement social qui associe les acteurs de l'économie sociale, Michel Dreyfus montre les formes diverses que prit son engagement.

La récente disparition de Colette Chambelland (1930-2003) sera ressentie de la façon la plus douloureuse par tous ceux qui sont concernés par l'histoire sociale et, de façon plus générale, par l'économie sociale. Colette Chambelland était issue d'un milieu fortement marqué par le syndicalisme révolutionnaire. Son père, Maurice Chambelland, fut lié à ces pionniers du syndicalisme que furent Pierre Monatte et Alfred Rosmer, puis, avec eux, l'un des animateurs de la revue *La Révolution prolétarienne* ; sa mère, Louise, milita également toute sa vie au sein du mouvement syndical. En 1960, Colette Chambelland devint bibliothécaire au Musée social, « *conservateur magasinier* », comme elle se présentait parfois. Là, elle fit profiter un très grand nombre de chercheurs de son immense connaissance en histoire ouvrière et sociale, qu'elle racontait avec une grande verve. En revanche, elle n'aimait guère écrire et l'on peut regretter qu'elle ne l'ait fait davantage. Toutefois, avec l'historien Jean Maitron, elle a présenté les archives de Pierre Monatte⁽¹⁾ dont elle a publié par ailleurs d'autres textes importants⁽²⁾ ; enfin, dans une excellente biographie, elle a retracé le parcours de Pierre Monatte⁽³⁾. Au début des années 60, elle contribua également au lancement de la revue *Le Mouvement social* et appartint à son comité de rédaction.

Elle avait recueilli au Musée social les archives de plusieurs militants syndicalistes révolutionnaires, proches d'Alfred Rosmer, tels que Ferdinand Charbit, Robert Louzon et Pierre Monatte. Ses liens avec le milieu militant lui permirent également de faire déposer à la bibliothèque un grand nombre d'ouvrages et de brochures émanant des tendances les plus diverses du mouvement ouvrier. Elle put ainsi encore enrichir le fonds déjà remarquable – national et international – que le Musée social avait constitué depuis sa fondation en 1895. Il était donc tout naturel qu'à l'occasion du centenaire de cette fondation elle ait dirigé un important ouvrage⁽⁴⁾ permettant une meilleure connaissance de l'histoire de cette institution. L'économie sociale s'y taille la part du lion. Autour du Musée se regroupèrent

(1) *Syndicalisme révolutionnaire et communisme*, Paris, Maspero, 1968.

(2) Pierre Monatte, *La lutte syndicale*, Paris, Maspero, 1976.

(3) *Pierre Monatte, une autre voix syndicaliste*, Paris, Editions de l'Atelier, 1999, 192 p.

(4) *Le Musée social en son temps*, Paris, Presses de l'École normale supérieure, 1998, 402 p.

en effet un nombre important de réformateurs sociaux, issus des milieux les plus divers : libéraux et socialistes, catholiques et protestants qui, tous, cherchaient des réponses pratiques aux bouleversements sociaux provoqués par l'économie industrielle. La plupart remettaient en cause certains postulats de base du libéralisme classique et se prononçaient en faveur d'une sorte de troisième voie, à égale distance de l'emprise collectiviste de l'Etat sur la société et des excès d'un libéralisme du laisser-faire. Ces interrogations, ces anticipations parfois, s'établirent à travers des liens du Musée social avec ce que nous appelons aujourd'hui la nébuleuse de l'économie sociale : la mutualité, le mouvement coopératif ainsi que d'autres mouvements, d'autres acteurs, tels que le Crédit agricole, l'Alliance d'hygiène sociale, les sociétés d'habitations à bon marché, etc., y apparaissent. A travers *Le Musée social en son temps*, dont Colette Chambelland assura la direction, on saisit mieux comment, au tournant du XX^e siècle, s'est esquisée l'histoire du changement social à partir de la rencontre d'hommes politiques, de fonctionnaires, de philanthropes traditionnels et des acteurs de l'économie sociale.

Colette Chambelland joua enfin, tout comme Jean Maitron avec qui elle fut liée, un rôle pionnier essentiel dans la recherche et la collecte des archives des mouvements sociaux, en particulier syndicalistes et coopérateurs. Elle avait compris toute l'importance qu'il y avait à sensibiliser ces mouvements à leur histoire. Elle avait mesuré aussi combien, jusqu'à la fin des années 70, les institutions officielles – bibliothèques publiques et centres d'archives – étaient peu intéressées par la conservation de ces documents. Elle fit alors beaucoup pour que les choses évoluent en ce domaine, notamment à travers son action au sein du Groupe d'étude et de documentation en histoire ouvrière (Gedho), constitué en 1977. Dans le sillage de cette initiative, put être menée à bien, de 1983 à 1988, une enquête nationale sur les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France où furent recensés un millier de centres de documentation les plus divers possédant de la documentation en ce domaine⁽⁵⁾ : cette enquête concernait très largement l'économie sociale. Dans la poursuite de cette enquête, Colette Chambelland doit enfin être considérée comme l'une des inspiratrices du Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (Codhos), même si elle ne participa pas immédiatement à sa création. Fondé en mars 1901, le Codhos veut remédier à la dispersion des sources de l'histoire ouvrière et sociale en les conduisant à collaborer entre eux. Le Codhos a publié un *Guide des sources* des congrès du monde ouvrier en France de 1870 à 1940⁽⁶⁾ : on y trouve notamment référence aux congrès des mouvements coopératifs de consommation et de production, ainsi que la Mutualité, de leurs origines à 1940. Aussi riches soient-ils, les écrits de Colette Chambelland ne permettent pas de mesurer complètement la perte que sa disparition représente pour les historiens du mouvement et de l'économie sociale. ●

(5) M. Dreyfus, *Les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Editions ouvrières, 1987, 300 p.

(6) Codhos, *Congrès du monde ouvrier en France, 1870-1940, guide des sources*, Paris, 2001, 170 p.